



Henri Pérouze a développé plusieurs entreprises de formation et de conseil. PDG de Pérouze conseil SA, coauteur de « Conduire un projet dans les services » aux Éditions Chronique sociale (5^e édition en 2008), il a publié de nombreux articles sur le management et l'organisation des administrations françaises. Militant associatif de longue date, persuadé des enjeux de régulation sociétale par la puissance publique, il revendique l'engagement citoyen dans le processus démocratique.

La notion d'empreinte écologique, par exemple, montre bien que ce type de développement n'est pas soutenable.

SUR LE WEB

« Subir ou agir ? », ouvrage disponible sur commande sur www.perouze.fr



« Il faut prendre le temps de l'environnement »

Consultant en management et formateur, Henri Pérouze se désole. Même s'ils ont conscience de l'urgence environnementale, les cadres et élus qu'il rencontre n'ont « pas le temps » de la prendre réellement en compte. « Il nous faut changer », nous dit-il.

Vous avez intitulé votre ouvrage « Subir ou agir ? » avec ce sous-titre « Quelques constats, analyses et postures dans l'environnement actuel ». Comment en résumeriez-vous la philosophie ?

Cette publication provient de mon étonnement devant la méconnaissance des enjeux environnementaux par les élus et les cadres rencontrés, notamment la génération ayant 30-40 ans :

« Entre les responsabilités exercées, la famille, les déplacements, les courses, les sollicitations multiples, etc., on n'a pas le temps de lire ! »

Que ce soit le rapport du Giec, les courbes d'épuisement des ressources naturelles ou l'observation de l'augmentation spectaculaire des inégalités, le rythme effréné de leurs agendas ne leur permet pas de découvrir et de prendre en compte l'impasse de notre mode de développement. Pourtant, il s'agit souvent de personnalités généreuses, engagées dans leurs mandats et leurs professions, qui ne sont pas indifférentes au devenir du monde. Les plus lucides ont bien conscience qu'on va dans le mur, mais l'épaisseur du brouillard médiatique et l'omniprésence de la publicité submergent leur quotidien.

Chaque jour pourtant, des voix s'élèvent pour dénoncer le mythe de la croissance infinie dans un monde fini, du progrès capable de résoudre les problèmes qu'il engendre, du saccage de la planète et des atteintes à la dignité de plus de la moitié de l'humanité. Un simple recul historique permet de s'apercevoir qu'il ne s'agit que d'une accélération récente, brutale et surtout exponentielle à l'échelle humaine. La notion d'empreinte écologique, par exemple, montre bien que ce type de développement n'est pas soutenable. Il s'agit donc soit d'ignorance, soit d'aveuglement : on ne croit pas ce qu'on sait maintenant. Parmi la minorité de ceux qui ont compris, la militarisation des survivalistes m'effraie tout autant que le délire inhumain du courant transhumaniste...

Vous avez choisi la forme d'un dialogue naïf entre une adolescente et son grand-père, résumant les principaux défis du monde. Pourquoi ce choix ?

Il existe quantité d'ouvrages savants et de rapports démontrant l'oxymore de l'expression « développement durable » si le mot « développement » ne change pas radicalement de sens. Il consacre en effet, hélas, la dérive financière de l'économie, l'innovation technique débarrassée des questions éthiques, la marchandisation du monde, la disparition du lien social, de ce qui fait société humaine... Voilà pourquoi un ouvrage de vulgarisation, avec un dialogue simplifié, me semblait bienvenu pour faciliter l'accès à ces remises en cause radicales. Sauf qu'il fallait bien documenter les sources d'information pour valider ce décalage de regard. Les notes de bas de page ou de fin de chapitre devenaient alors fastidieuses ! Compte tenu de la familiarité de la génération visée avec les liens hypertextes sur la toile, j'ai opté pour dérouler de simples questions-réponses sur chaque page de droite, avec le surlignage de mots-clés renvoyant à leurs sources directement en face, sur la page de gauche.

De ces vastes défis que vous décrivez, lequel pourrait nous impacter à plus court terme ?

La baisse très provisoire des cours du pétrole masque deux faits : notre addiction à l'énergie bon marché (cf. la notion d'esclave énergétique à la page 35 de l'ouvrage) et sa responsabilité dans les catastrophes du dérèglement climatique. Les collectivités locales se confrontent déjà à la paupérisation d'une partie des habitants. Comment se réapproprier localement les réponses aux besoins d'autonomie en matière d'alimentation, d'accès à l'eau, à l'énergie, etc. ? ♦

Propos recueillis par Bruno Cohen-Bacrie